SÉNAT DE BELGIQUE.

(SÉANCE DU 1^{er} SEPTEMBRE 1870.)

Rapport de la Commission spéciale chargée d'examiner le Projet de Loi qui autorise le Département des Travaux publics à traiter de gré à gré pour les fournitures et travaux en général.

(Voir les Nos 23 et 34 de la Chambre des Représentants et le N° 16 du Sénat.)

Présents: MM. le Baron d'OVERSCHIE DE NEERYSSCHE, Président; VAN SCHOOR, FORTAMPS, LEBEAU, le Comte de LOOZ CORSWAREM, T'KINT DE ROODENBEKE DE NAEYER, le Baron COGELS-OSY, le Comte d'ASPREMONT LYNDEN et CASIER DE HEMPTINNE, Rapporteur.

MESSIEURS,

La crise actuelle que traverse la Belgique menace de tarir les sources de son commerce et de paralyser les principales branches de son industrie. Elle appelle naturellement toute la sollicitude du Gouvernement. Il n'est pas en son pouvoir de venir en aide à toutes les branches de l'industrie, mais lorsqu'il peut trouver le moyen de maintenir en activité quelques-unes de celles qui emploient un grand nombre d'ouvriers et qu'il peut le faire sans nuire aux intérêts du Trésor, il doit employer ce moyen.

C'est en s'inspirant de cette pensée que le Gouvernement vous propose le Projet de Loi qui fait l'objet de ce rapport.

Dans les temps ordinaires, tous les marchés de l'État se font avec concurrence, publicité et à forfait; ainsi l'y oblige la *loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité publique*.

Quand on a recours à l'adjudication, il résulte souvent que des commandes très-importantes tombent entre les mains d'un seul établissement, et que tous ses concurrents sont privés de travail; c'est pour éviter cet inconvénient et répartir les commandes qu'il doit faire à un grand nombre d'établissements que le Gouvernement vous propose la mesure qui nous occupe.

Le Gouvernement a surtout en vue la fourniture des rails du chemin de fer, des locomotives et de quelques autres articles principaux qui sont l'objet d'une fabrication limitée à un certain nombre d'établissements.

La demande est donc :

1° D'autoriser le Département des Travaux publics à traiter de gré à gré les marchés à passer pendant les années 1870 et 1871 pour les travaux et fournitures concernant les différents services ressortissant à ce Département;

2° De pouvoir procéder, pendant les mêmes années, à l'échange ou à la cession du vieux matériel du chemin de fer, soit contre livraison de matériel neuf, soit contre argent à verser au Trésor pour être affecté au paiement d'objets de matériel neuf.

Toutefois ;

3° L'autorisation accordée par la présente Loi cessera ses effets à partir du 1^{er} mai 1871 en ce qui concerne les marchés à contracter à charge des crédits spéciaux alloués en dehors des budgets.

La dérogation aux règles ordinaires de comptabilité que vous demande le Gouvernement a, du reste, des précédents ; la loi du 21 avril 1848 et celle du 16 juillet 1849 l'autorisèrent à prendre des mesures analogues justifiées, comme à présent, par les circonstances difficiles que traversait le pays.

Dans la discussion qui vient d'avoir lieu à la Chambre des Représentants sur ce Projet de Loi, le Gouvernement a promis d'avoir égard aux circonstances actuelles pour débattre les prix auxquels il pourra contracter ses marchés de manière à sauvegarder les intérêts du Trésor et à lui faire profiter des circonstances dans lesquelles il fait ses commandes.

De plus, le Gouvernement a admis un amendement dont il a fait l'objet d'un article spécial et qui porte :

4° Il sera rendu trimestriellement compte aux Chambres des marchés contractés en vertu de la présente loi.

De cette façon on pourra donner tout apaisement aux industriels rivaux et concurrents et tout apaisement aux Chambres législatives, puisque tous les documents de nature à faire apprécier l'importance et les conditions des marchés contractés pourront leur être communiqués tous les trois mois.

En présence de ces explications et de cet amendement, la Chambre des Représentants, dans sa séance du 30 août, a adopté le Projet de Loi par 61 voix contre 27.

Votre Commission, Messieurs, après avoir apprécié les différents motifs qui ont déterminé le Gouvernement à présenter ce Projet de Loi, a l'honneur de vous en proposer l'adoption à l'unanimité de ses membres.

Le Président,

Baron D'OVERSCHIE DE NEERYSSCHE.

Le Rapporteur,

J. CASIER.